

Eddé Anne-Marie,  
*La principauté ayyoubide d'Alep*  
 (579/1183-658/1260)

Stuttgart, Franz Steiner Verlag (*Freiburger Islamstudien XXI*), 1999. 21×29,5 cm, 727 p. 92 fig.

Cet ouvrage, publié en 1999, est le résultat d'une longue recherche entreprise dans le cadre d'une thèse de doctorat d'État soutenue en 1995. Son importance dans le champ des études historiques portant sur l'Islam médiéval aurait dû lui valoir depuis longtemps une recension dans le *Bulletin critique*. Mais il est encore temps de signaler à l'attention de l'ensemble des lecteurs une étude devenue une référence pour les spécialistes. Car *La principauté ayyoubide d'Alep* offre un rare exemple d'histoire totale, politique et institutionnelle, sociale et économique, fondée sur l'utilisation de toutes les sources disponibles, textuelles principalement, mais aussi épigraphiques et numismatiques. Avec la suppression de la thèse d'État, de telles sommes, qui visent à l'exhaustivité sans craindre l'ampleur (727 pages, 3864 notes), ne verront sans doute plus le jour.

Le parti pris n'est pas celui de l'histoire urbaine, d'une histoire de la ville d'Alep dans le sillage du bel ouvrage publié par Jean Sauvaget en 1941, mais celui de l'histoire d'une principauté, la principauté ayyoubide d'Alep qui, au temps de sa plus grande extension, s'étendait au nord jusqu'à Bahasnā, au sud jusqu'à Šayzar, à l'ouest jusqu'à l'Amanus, à l'est jusqu'au Ḥabūr (cf. description et carte de la principauté en 641/1243). Choisir la période ayyoubide, comme Anne-Marie Eddé s'en explique dans l'introduction, c'est porter délibérément son regard sur une période d'apogée qui, au contraire des temps de crise et de rupture, permet d'étudier « en profondeur [...] la vie politique, économique, institutionnelle, religieuse, sociale et culturelle » (p. 16). Cette période ayyoubide, qui court de 579/1183, date à laquelle Saladin devient maître d'Alep, jusqu'à 658/1260, lorsque la ville est ravagée par les Mongols et passe sous la domination des Mamelouks du Caire, fut en effet une période de prospérité : indépendance politique et affirmation du pouvoir du prince, expansion territoriale et contrôle du plat-pays, équilibre social marqué par l'absence de conflits profonds, intense activité religieuse et intellectuelle, essor démographique, économique et urbain.

La première partie, simplement intitulée « Histoire politique », présente un parcours événementiel d'une grande clarté, eu égard à la complexité des faits et de leur consignation dans les chroniques, parcours organisé en trois temps : 1. La principauté d'Alep sous le règne d'al-Zāhir Ġāzi (579-613/1183-1216) ; 2. La régence de Ṭuġril et le règne d'al-'Aziz (613/634-1216-1236) ; 3. Le règne d'al-Nāṣir Yūsuf II (634-658/1236-1260). On en retiendra quelques grands traits : la fidélité des Alépins à la descendance directe de Saladin, mais aussi leur souci de préserver avant tout leur indépendance, la solidarité familiale

ayyoubide, notamment contre les visées des Seldjoukides de Rūm, le rôle politique joué par la régente Ḍayfa Ḥātūn, femme énergique et intelligente, la violence de la conquête mongole (en ṣafar 658/janvier 1260) dont la ville se remit difficilement. Comment expliquer cet effondrement ? Par les bouleversements politiques des années 1250-1260, et aussi par des causes plus structurelles, dont la principale est « la fragilité du système des armées dans les États ayyoubides en général, et d'Alep en particulier. Pour n'avoir pas su ou pas pu former une armée solide, homogène et fidèle, les Alépins se trouvaient totalement démunis en 1260 à l'arrivée des Mongols » (p. 581).

La deuxième partie offre un tableau très complet des « Institutions, économie et société » (pour en reprendre le titre) de la principauté, tableau présenté selon trois grands chapitres : 1. Institutions et pouvoirs de l'État ; 2. La vie religieuse et culturelle ; 3. Les activités des campagnes et des villes. La richesse documentaire et la précision analytique vouent à l'échec toute tentative de résumé. On pourra néanmoins citer, à titre d'exemples, quelques développements particulièrement bien venus : la description du mode de vie princier (p. 227 et s.), chasse, jeux équestres, plaisirs de la table, musique et chants ; l'étude circonstanciée du système fiscal (p. 329 et s.) ; l'analyse des groupes sociaux des émirs (p. 259 et s.) et des hommes de religion (p. 361 et s.), appuyée sur des tableaux prosopographiques donnés en annexe (des modèles du genre ...) et sur la reconstitution des lignages ; le tableau des échanges commerciaux noués avec Venise au début du XIII<sup>e</sup> siècle et connus grâce aux traités conclus entre les deux puissances (p. 514 et s.).

Cet énorme travail est constamment marqué par une très grande rigueur dans la méthode suivie : offrir une synthèse régionale la plus complète possible à partir de tous les éléments glanés dans les textes, tenter de serrer au plus près les réalités, « rester au contact des sources au risque d'apparaître parfois trop analytique » (comme l'écrit Anne-Marie Eddé elle-même en conclusion, p. 579), écarter délibérément toute transposition à partir d'autres périodes, rappeler constamment les déséquilibres (par exemple au profit des sunnites) et les zones d'ombre (« les grands absents sont les paysans, le petit peuple des villes et les femmes », p. 579) induits par la nature de la documentation. Avec la thèse d'Anne-Marie Eddé les limites extrêmes d'une histoire totale, telle qu'on peut l'écrire avec des sources essentiellement littéraires, en l'absence d'archives et de documents de la pratique, sont atteintes. Dans cette voie, il n'est pas possible de faire mieux et plus.

Françoise Micheau  
 Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne